



COMMUNIQUE

Ce 8 mars, nous n'allons pas à des réunions de salon.

Les femmes représentent 62% des agents de la Fonction publique. Elles subissent encore de nombreuses inégalités et discriminations. Elles perçoivent une rémunération moyenne inférieure de 19% à celle des hommes.

Le 8 mars n'est ni la Saint Valentin, ni la fête des mères : c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. C'est un moment revendicatif et un temps dédié aux actions sur les lieux de travail !

Dans cet esprit, la CGT, FO et Solidaires avaient demandé le report de la réunion de la formation spécialisée "situation statistique, rémunération et pension" du Conseil Commun de la Fonction Publique programmée ce jour sur la question de l'égalité professionnelle.

Alors que d'autres reports ont pu être acceptés sans problème comme pour la protection sociale complémentaire, la DGAFP refuse aujourd'hui notre requête, ne voulant sûrement pas se priver de son opération de communication !

C'est en effet la seule explication plausible et l'absence de motivation marque une fois de plus le refus d'un dialogue social apaisé et constructif.

En conséquence, nos organisations ne se rendront pas à cette réunion et seront aux côtés des femmes et des hommes qui se mobilisent pour faire de l'égalité une réalité !

Paris, le 8 mars 2019.